



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
16 mai 2012  
Français  
Original : anglais

**Session annuelle de 2012**  
25-29 juin 2012, Genève  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire  
**FNUAP – programmes de pays et questions connexes**

**Fonds des Nations Unies pour la population**

**Prolongation des programmes de pays dans la région  
de l'Afrique**

**Additif**

**Note de la Directrice exécutive**

*Résumé*

On trouvera dans la présente note des renseignements sur la prolongation d'un an des programmes de pays pour la Guinée-Bissau et le Mali.

Conformément aux procédures établies, la Directrice exécutive approuve la première prolongation d'un an des programmes de pays.

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre acte de la prolongation d'un an des programmes de la Guinée-Bissau et du Mali présentée dans le tableau 1.



Tableau I  
**Prolongations d'un an de programmes de pays approuvées par la Directive exécutive**

Pays	Période sur laquelle portait le programme à l'origine	Période de la prolongation proposée	Explications		
			Harmonisation à l'échelle du système des Nations Unies	Évolution politique du pays	Mise en œuvre et/ou autres questions
Guinée-Bissau	2008-2012	2013	<p>Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2013-2017 est aligné sur le programme national de réduction de la pauvreté, appelé DENARP II, 2011-2015.</p> <p>Sur la base d'une évaluation de la situation politique résultant du coup d'état du 12 avril 2012, l'équipe de pays des Nations Unies a décidé de demander que le cycle de programme actuel (2008-2012) soit prolongé d'un an jusqu'à la fin de 2013.</p>	<p>L'environnement politique et institutionnel est actuellement fragile et instable ce qui rend difficile la mise en œuvre d'un nouveau programme de pays. Depuis le coup d'état d'avril 2012, le pays n'a pas encore rétabli l'ordre constitutionnel.</p> <p>L'Organisation des Nations Unies, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté des pays lusophones et d'autres partenaires poursuivent leurs négociations pour aider le pays à trouver un compromis politique.</p> <p>L'ONU a effectué des évaluations dans divers secteurs et se prépare à répondre de manière appropriée à une crise humanitaire éventuelle. Le FNUAP apporte aussi une assistance dans le secteur de la santé.</p>	<p>La prolongation du programme pendant une année permettra notamment :</p> <p>a) De réduire la morbidité et la mortalité des femmes et des nouveau-nés grâce à des soins obstétricaux d'urgence et des services de soins néonataux de qualité;</p> <p>b) De réduire la violence sexiste;</p> <p>c) De lutter contre les risques de propagation du VIH/sida dans les zones touchées par la guerre. Le FNUAP fournira cette assistance par l'intermédiaire des établissements de santé régionaux et locaux dans les régions où travaillent des organisations non gouvernementales et communautaires.</p> <p>Les activités de développement reprendront dès qu'un gouvernement de transition sera établi. Ces activités seront conformes au programme de pays approuvé en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes et en s'efforçant de remédier aux effets négatifs de la crise actuelle.</p>

<i>Période sur laquelle portait le programme à l'origine</i>		<i>Période de la prolongation proposée</i>		<i>Harmonisation à l'échelle du système des Nations Unies</i>		<i>Explications</i>	
<i>Pays</i>	<i>2008-2012</i>	<i>2013</i>			<i>Évolution politique du pays</i>	<i>Mise en œuvre et/ou autres questions</i>	
Mali			<p>Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2013-2017 est aligné sur le document national stratégique de réduction de la pauvreté 2012-2017. Sur la base d'une évaluation de la crise alimentaire et de l'insécurité résultant du conflit dans le Nord du Mali, l'équipe de pays des Nations Unies a donné aux programmes existants une nouvelle orientation humanitaire. L'équipe de pays des Nations Unies a décidé de prolonger d'une année les programmes respectifs du pays jusqu'à la fin de 2013.</p>		<p>Depuis le coup d'état de février 2012, une grande instabilité politique et institutionnelle règne dans le pays. Les trois régions du Nord du Mali (Gao, Kidal et Tombouctou) sont occupées par des groupes rebelles. Bien qu'un ordre constitutionnel fragile ait été rétabli grâce à la médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la situation reste explosive. Le nombre de personnes déplacées est de l'ordre de 200 000 à 300 000. Un Gouvernement de transition devrait tenter de mettre fin aux hostilités dans le Nord du pays et organiser de nouvelles élections présidentielles. Étant donné la situation actuelle, l'Organisation des Nations Unies consacrerait une bonne partie des ressources financières, humaines et matérielles disponibles aux activités humanitaires.</p>	<p>La prolongation d'une année du programme de pays permettra notamment :</p> <p>a) De réduire la morbidité et la mortalité des femmes et des nouveau-nés grâce à des soins obstétricaux d'urgence et des services de soins néonataux de qualité;</p> <p>b) De réduire la violence sexiste;</p> <p>c) De lutter contre les risques de propagation du VIH/sida dans les zones touchées par la guerre. Les activités d'aide seront exécutées par les organisations non gouvernementales actives dans les régions touchées par la guerre et par les établissements de santé régionaux et locaux. Les activités de développement dans les régions non touchées par le conflit continueront à renforcer les capacités techniques dans les domaines de la santé procréative, de l'égalité des sexes et de la dynamique des populations, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.</p>	